



Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir.



J'ABONNE UN AMI!





Il nous l'avait bien dit

Décembre 2022

Les mauvais gouvernements se font mépriser et hair



Cette morale de Say pourrait s'appliquer à de nombreux sujets... Testez-la par exemple sur la politique énergétique de la France des deux dernières décennies ou sur notre 0/10 du mois...

« Les mauvais gouvernements sont enduits d'une espèce de glu à laquelle viennent s'attacher l'avidité, la délation, le mauvais sens, tous les vices, et qui inspirent un insurmontable dégoût aux bonnes intentions, aux vues élevées, à la saine raison. Qu'arrive-t-il? les mauvais gouvernements se font mépriser et haïr, mais ils ont pour eux les méchants qui sont plus maniables, moins scrupuleux ; et les mauvais gouvernements, tout mauvais qu'ils sont, peuvent durer longtemps, parce qu'un changement est toujours difficile et dangereux.

Je me hasardais une fois de reprocher à Napoléon qu'il dépravait la maison. Il est impossible de rendre la finesse du dédain avec lequel il me répondit : « vous ne savez donc pas encore que l'on gouverne mieux les hommes par leurs vices que par leurs vertus ? ». Où cette prétendue habileté l'a-t-elle conduit ? Quel est l'avantage d'avoir pour soi les pervers ou les sots, dont le règne n'a qu'un temps parce que tout l'ébranle ; et d'avoir contre soi le bon sens, les lumières et la bonne foi, dont chaque nouvelle circonstance avance l'autorité, et dont le règne est le plus inébranlable, parce qu'il est fondé sur l'intérêt du plus grand nombre? »

Mélanges de Morale - Petit volume- in Œuvres diverses ed. 1848 p.692



Analyse économique



Inflation: où en sommes-nous?

Dans les pays occidentaux, l'inflation a atteint des niveaux exceptionnels en 2022 qu'ils n'avaient pas connus depuis le début des années 80. C'est d'ailleurs la principale question qui occupe les esprits des investisseurs, mais sans doute aussi de beaucoup de gens. L'inflation est elle en train de se retourner ? Et si oui, va-t-elle bientôt retourner sur la cible des banques centrales ? Les chiffres américains du mois d'octobre ont pu donner cet espoir, provoquant l'enthousiasme des marchés financiers.

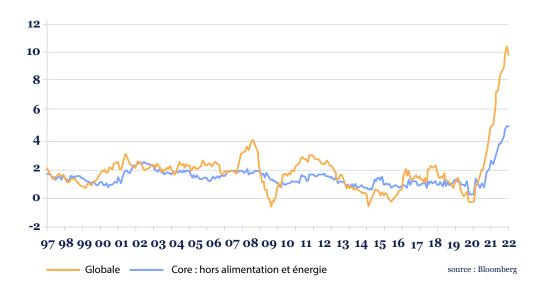
Lorsqu'ils regardent l'évolution des prix, les économistes distinguent souvent l'inflation « core » de l'inflation globale. La première exclut les prix de l'alimentation et de l'énergie, car ces prix sont considérés comme très influencés par ceux des matières premières qui sont volatiles et beaucoup moins contrôlables par l'action des banques centrales. Dans la poussée actuelle de l'inflation, les prix de l'énergie ont joué un rôle important. Comme le montrent les deux graphiques pour les États-Unis et encore plus celui de la zone euro, l'inflation globale est supérieure voire très supérieure à l'inflation sous-jacente (core) : 8% contre 6% aux États-Unis, 10% contre 5% dans la zone euro. Ailleurs dans le monde, la plupart des pays occidentaux partagent cette inflation forte. L'Asie semblait relativement épargnée mais si la Chine continue d'afficher des chiffres d'inflation très faibles, le Japon semble commencer à voir son inflation accélérer.

États-Unis: indice des prix à la consommation, glissement annuel





Zone euro: inflation en glissement sur un an



On observe d'ailleurs une décrue de l'inflation globale aux États-Unis depuis juillet dernier qui s'explique notamment par la baisse du prix de l'essence. En revanche, dans la zone euro, l'inflation des prix de l'énergie reste très forte. Il faut dire que les prix de détail ne reflètent pas encore totalement l'augmentation des prix de gros.

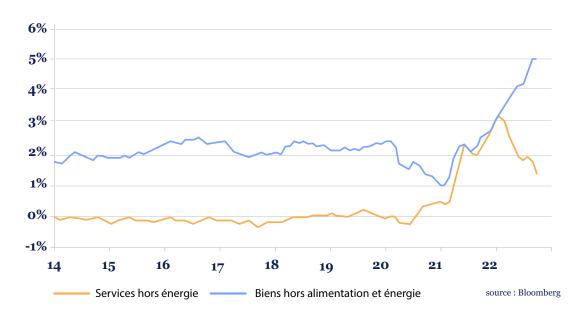
Si l'on regarde l'inflation « core », on constate qu'aux États-Unis, elle semble s'être stabilisée autour de 6,0% depuis le début de l'année. Le mois d'octobre était effectivement un peu plus faible mais après deux mois très forts. Si octobre a été plus faible que les deux très forts mois précédents, ces données sont toujours très volatiles et à 0,3% sur le mois, cela correspond toujours à une inflation annuelle très supérieure à la norme historique. Dans la zone euro, la tendance reste aussi forte avec une progression annuelle de 5,0% et peu de signes de ralentissement dans les chiffres mensuels.

Les données américaines peuvent donner un éclairage sur la tendance des mois à venir. Si l'on décompose cette fameuse inflation « core » entre les prix des biens et les prix des services, on peut constater que les prix des biens ralentissent alors que les prix des services accélèrent.



États-Unis: contributions à l'inflation CPI core

(variation sur un an)



Pendant longtemps les banquiers centraux ont espéré que la poussée d'inflation commencée en 2021 serait temporaire. Elle l'est bien mais seulement pour les prix des biens. Alors que nous sortons progressivement de la période de pénurie de composants, de problèmes de chaînes logistiques, d'explosion du coût du fret, on observe effectivement un ralentissement du prix de ces biens. Rappelons, comme le montre le graphique ci-dessus, que pendant des années, ces prix étaient à peu près stables et n'impliquaient en fait aucune récession.

En revanche, les prix des services continuent d'accélérer. Il y a à cela plusieurs raisons : l'une principalement pour les États-Unis, et une autre valable pour les pays occidentaux en général. La première raison pour les États-Unis est la flambée du coût du logement. Dans le contexte post-Covid, les loyers ont fortement augmenté, les gens souhaitant des logements plus grands ou mieux placés. Sachant qu'aux États-Unis, le coût du logement entre pour un tiers dans les indices de prix, c'est un facteur important.

Ce poids élevé du logement est une spécificité des indices américains mais le reste des prix des services est également en accélération. Pour ceux-ci la raison est à trouver du côté du coût du travail. En effet, le travail reste le principal ingrédient de la production de services. Or les salaires sont en accélération dans la plupart des pays occidentaux, dans un contexte de forte tension des marchés du travail.

Si l'on en juge par le niveau du taux de chômage des deux côtés de l'atlantique, la pression du marché du travail n'est pas encore en diminution. C'est d'ailleurs pour cela que les banques centrales remontent leurs taux directeurs afin de peser sur l'activité économique.



Pour résumer, si le pic d'inflation est probablement en passe d'être atteint ou l'a déjà été, le retour de l'inflation à la normale prendra du temps, tout particulièrement si les marchés du travail restent très tendus. Il faudra donc surveiller l'action des banques centrales et son effet sur l'activité économique pour envisager une baisse plus marquée sur les prochains trimestres. Audelà de cet horizon se pose également toute une série de questions sur l'impact du vieillissement de la population ou de la transition énergétique par exemple. Tireront-ils l'inflation à la hausse ou à la baisse ?





Reçu 10/10



Décembre 2022

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. » (Traité 1^{re} ed.)

Nicolas DUFOURCQ La désindustrialisation de la France Odile Jacob



Suicide ou assassinat? C'est la question qui se pose à la lecture de l'excellent livre de Nicolas Dufourcq. Fils de hauts fonctionnaires, Inspecteur des finances, passé comme il se doit dans la haute administration, Nicolas Dufourcq a bien complété son programme en passant à la direction générale d'Orange (Wanadoo) et de Capgemini avant de prendre celle de la BPI (Banque Publique d'investissement) il y a dix ans.

A la tête de cet établissement qui ne fait pas toujours consensus, il s'est logiquement frotté au terrain qu'il aime bien et c'est naturellement posé la question de ce qu'il y trouvait : un tissu productif défait. La <u>Décade</u> a souvent eu l'occasion de déplorer la désindustrialisation de notre pays et il faut rappeler quelques chiffres :

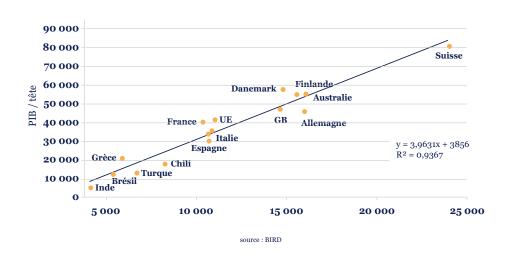
Depuis 1980, la population française a progressé de 10 millions d'individus, mais l'emploi dans le secteur marchand a stagné ; les effectifs manufacturiers ont baissé de 6.5 à 2.8 millions ; mais les effectifs de la fonction publique sont passés de 3.8 à 5.3 millions! La part de l'industrie manufacturière est tombée de 24 à 11% du PIB alors qu'elle est restée stable en Allemagne à 23%.

C'est l'explication de notre chômage de masse (nous sommes au plein emploi avec 7% de taux de chômage !) et de nos déficits commerciaux qui atteignent plus de 100 milliards par an. Et ces déficits ne sont pas qu'avec la Chine ou d'autres pays à bas coûts, mais aussi avec nos voisins européens : Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique...

Notre insuffisante production de biens repose sur notre incapacité à les produire de façon compétitive. Et l'explication est la bien trop faible productivité de notre dispositif industriel qui a conduit à sa fatale contraction. Dufourcq entreprend de nous éclairer sur les causes du phénomène par une explication pédagogique complète de 80 pages et par les témoignages de 47 personnalités du monde politique (Madelin, Chevènement, Dutreil, Lamy...), d'entrepreneurs (Fontanet - Essilor, La Tour d'Artaise-Seb, Viellard-Lisi, de syndicalistes, de banquiers (Pébereau, Trichet...) et d'économistes. Ce livre « choral » permet un diagnostic complet et vivant à partir de l'expérience de ceux qui ont vécu, subi et parfois organisé cette désindustrialisation qui signe la paupérisation de notre pays. Car comme le résume J-B Say « Prétendre qu'il peut y avoir un revenu qui ne soit pas fondé sur une production, ce serait prétendre que l'on peut consommer une valeur qui n'aurait pas été produite ».



Corrélation Prod. Indus/tête - PIB/tête (US\$)



Le tableau qui en ressort souligne la difficulté qu'il y a et qu'il y aura à accomplir la « réindustrialisation » dont tout le monde parle. Car les forces destructrices sont toujours à l'œuvre. La perte de compétitivité de l'industrie française a des cause profondes et durables. Notre État Providence est trop gros, trop lourd et se finance bien trop largement sur la production (et en plus par l'endettement), car notre TVA est comparable à nos voisins. Les impôts de production (en cours de réduction mais toujours trois fois plus importants qu'en Allemagne), nos charges sociales, notre réglementation du droit du travail, notre réglementation générale (environnementale et sociale en particulier) génèrent des coûts, des lenteurs qui nous disqualifient. La retraite à 60 ans en 1982 et les 35 heures en 1998 ont plombé les coûts du travail en dépit des allégements de charges sur les bas salaires qui ont agi comme pompe aspirante à la déqualification. La politique monétaire, en particulier la hausse des taux en 1993 pour défendre le Franc a mis par terre un nombre colossal d'entreprises et a fait rentrer notre monnaie dans l'euro sur une base surévaluée.

L'ISF a pénalisé la capacité des entreprises à investir (au profit de dividendes dont les actionnaires avaient un besoin vital) et notre taxation sur les successions ont conduit nombre de PME et d'ETI dans les mains d'acheteurs étrangers ou de fonds qui ont gardé les marques, les savoir-faire et les réseaux de distribution en délocalisant la production.

Mais quelle pensée, quelle volonté conduisent à ce résultat ? Un bouquet hostile à l'industrie assemblé par notre État. L'Éducation Nationale qui ne connait pas et n'aime pas les entreprises ni l'industrie qui exploite et asservit, qui salit et fait du bruit. Les enseignants du bac pro n'aiment pas l'apprentissage et le travail manuel est dévalorisé. Les syndicats, productivistes au cours des Trente Glorieuses, voient dans les années 70 leurs troupes se clairsemer dans les usines qui ferment et se concentrent sur la défense des privilèges dans les monopoles publics et dans l'administration. Et finalement sans doute directement, l'État centralisateur et sa haute administration ignorante du sujet, qui se développe en rivalité de pouvoir avec les entreprises et en particulier avec le monde industriel, bien servi par des médias eux-mêmes à l'abri de la concurrence internationale et vivant totalement ou partiellement de l'argent public.



Comme l'écrit Alain Madelin dans son témoignage, la compétitivité d'un pays est le produit de la compétitivité de ses entreprises et de ses systèmes publics et sociaux. Ces derniers sont une réserve de productivité phénoménale que le pouvoir ne traite pas. Quant à nos entreprises l'actualité montre malheureusement que ces mêmes pouvoirs publics dans la gestion du choc énergétique continuent d'arbitrer en faveur du consommateur et en défaveur des producteurs. La désindustrialisation se poursuit et la réindustrialisation est loin...







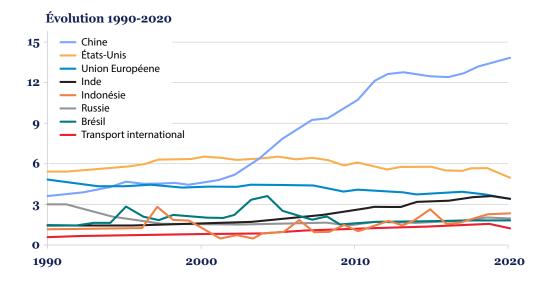
«L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner » $(traité 1^{re} ed.)$

Véhicules électriques et émissions de Co₂ : y a t-on vraiment réfléchi ?

La Commission européenne, approuvée par le Parlement et par le Conseil européen a interdit la vente de véhicules essence et diesel (y compris hybrides) dans l'Union à partir de 2035. Et tout le monde, dans un bel unanimisme, d'applaudir à une mesure destinée à répondre à « l'urgence climatique » contre le réchauffement planétaire. Mais tout cela a t- il été bien réfléchi ?

Les enjeux climatiques d'abord. Il est bon de rappeler les masses et les évolutions des émissions de gaz à effets de serre dans le monde :

Les émissions de gaz à effet de serre des principaux émetteurs (En gigatonnes de CO₂)



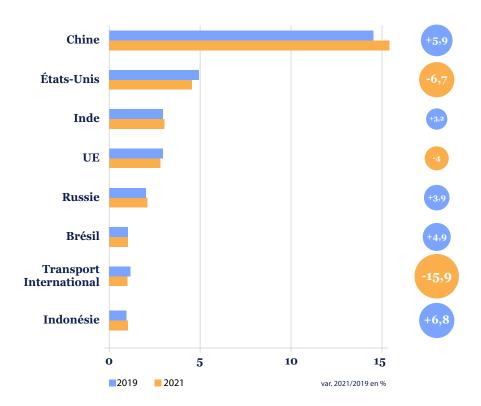
Avec un peu plus de 3 GigaTonnes d'émissions par an et en diminution constante depuis 1990, l'Union européenne semble petit joueur par rapport aux USA (5 GT) et un nain par rapport à la Chine (presque 14 GT). Il est estimé que les déplacements automobiles représentent 15% des émissions totales de l'UE, soit environ 0,45 GT. C'est à peine plus qu'une année moyenne de croissance des émissions de la Chine. Que ce soit clair : une année de croissance des émissions de la Chine correspond à la totalité des émissions du parc automobile thermique de l'Union Européenne. La décision de « tuer » ce parc est donc à relativiser au regard des enjeux climatiques. D'autant que la période récente ne montre pas de ralentissement des émissions chinoises :





Emissions pré et post Covid-19

(Hors affectation des terres)



Ont peut donc s'interroger sur la pertinence de la décision par rapport à l'objectif global. Par ailleurs, il faut savoir qu'un tiers des véhicules sont responsables des deux tiers des émissions (y compris de particules fines). L'évolution des normes d'émissions toujours plus dures, le renouvellement du parc, les progrès des pétroliers dans le raffinage et l'évolution vers des carburants synthétiques (e-carburants) auraient sans doute conduit à de très sensibles réductions de nos émissions dans un cadre maîtrisé. Car l'absence totale d'étude d'impact sur l'interdiction édictée lève de sérieux problèmes :

1 / la souveraineté :

Les batteries dans leur technologie actuelle reposent notamment sur deux minéraux indispensables, le Lithium et le Cobalt. Si les chinois ont pris le tournant de l'électrique pour leurs véhicules depuis les années 90 (ce qui ne réduit pas leurs émissions) c'est parce qu'ils sont le troisième producteur mondial de Lithium (après le Chili et l'Australie) et parce qu'ils maitrisent toute la technologie et les capacités de traitement et de raffinage de ce métal rare dont 86% de la production mondiale est concentrée dans ces trois pays. La Chine détiendrait la deuxième réserve mondiale. La production de Cobalt provient à 80% de la République Démocratique du Congo, pays en guerre civile ou avec ses voisins de façon chronique.





Enfin, troisième métal rare, signalons le Nickel un peu mieux réparti mais dont 50% de la production est assurée par cinq pays dont la Russie en deuxième position (11%). C'est dire que le « tout électrique » met l'Union Européenne en situation de dépendance beaucoup plus forte à l'égard de quelques rares pays comparativement au pétrole. Pour ce qui concerne les objectifs poursuivis par celle-ci nous ne parlons même pas des émissions de Co₂ provoquées par l'extraction, le transport, et le traitement de ces métaux rares sans compter les impacts environnementaux et sociaux dans des pays faiblement réglementés.

2 / la faisabilité et le coût :

La batterie doit se charger sur le réseau : il faut donc assurer la disponibilité électrique et son accessibilité. Le besoin additionnel nécessaire en énergie électrique est estimé à 25% pour répondre à l'évolution probable du parc automobile. La période actuelle montre l'insuffisance de notre production et la difficulté et les délais nécessaires à l'augmentation de nos capacités. Soit nous importerons de l'électricité de pays émettant du Co² pour la produire (l'Allemagne), soit les prix de l'électricité seront très élevés et le rendement économique de la substitution du thermique extrêmement négatif pour nos citoyens et pour ceux d'autres pays d'Europe dans la même situation que la France. Enfin, l'accessibilité des bornes de recharge exige des investissements colossaux dont les financements ne sont pas clairs mais dont le coût renchérira encore la recharge.

3/ l'appauvrissement technologique et économique :

L'arrêt du thermique va sérieusement réduire les capacités d'investissement des constructeurs européens par rapports à leurs concurrents américains, japonais, coréens etc. sur cette technologie qu'ils ne veulent pas abandonner pour la plupart. On a pourtant vu les conséquences d'une politique malthusienne sur le nucléaire...La batterie représente actuellement environ 40% du prix d'un véhicule neuf. La chaine de valeur des constructeurs européens est donc totalement bouleversée par l'interdiction du thermique et va entrainer de nombreuses suppressions d'emplois dans l'industrie et des reconversions colossales et donc coûteuses en son sein. Le coût collectif de cette évolution n'a pas été évalué sérieusement par les institutions européennes qui semblent ignorer que le secteur automobile représente directement et indirectement 13 millions d'emplois en Europe. Une infinité de fournisseurs de premier et second rang impliqués dans le groupe de transmission du véhicule thermique vont disparaître. Le transfert de valeur se fera au profit des fournisseurs chinois de batteries ou de composants de batteries. Mais aussi le prix moyen d'un véhicule électrique est de 30 000 euros ce qui est inaccessible pour de nombreux ménages. Car, par exemple, le coût de fabrication d'une Renault Megane thermique est d'indice 100, le coût de fabrication de son équivalente électrique serait proche de 170. Et les subventions à l'achat ne sont pas tenables au regard de l'État de nos finances publiques comme le soulignait Carlos Tavares, patron de PSA. La paupérisation des classes moyennes va se trouver renforcée...

Pour un impact très modeste sur les émissions de Co₂ les institutions européennes et les gouvernements nationaux se lancent dans une politique dont les effets climatiques et environnementaux n'ont pas été évalués. La souveraineté économique et l'indépendance technologique semblent passer après des objectifs politiques qui pourraient passer pour idéologiques à moins d'être guidés par ceux qui en tireront profit...

Mais en 2035 où seront les responsables de ces choix?





Parole d'entrepreneur



Décembre 2022

Nicolas Cuynat – Co-fondateur de Mare Nostrum



La potion magique du BTP

Nicolas Cuynat est grenoblois. Amoureux de ses belles montagnes, il aime particulièrement l'eau qui dévale leurs pentes. Jeune, il pratique pendant de nombreuses années le water-polo. Il nage encore dès qu'il en a l'occasion. Fils unique d'une famille très soudée, ses grands-parents et ses parents sont une source inépuisable d'inspiration pour lui. Son arrière-grand-père paternel mineur a un caractère bien trempé. Sa grand-mère maternelle, déportée ukrainienne, est une combattante qui porte un regard toujours positif sur la vie.

Sa mère fait toute sa carrière d'institutrice à l'école de Pont-de-Claix, ville ouvrière, en ZEP à coté de Grenoble, où le jeune Nicolas grandit dans un vrai melting pot social et culturel. Son père fait l'école Merlin-Gérin. Entrepreneur dans l'âme, il fait tous les métiers, étudie toute sa vie et obtient un diplôme d'ingénieur à 40 ans. Il finit sa carrière comme dirigeant d'une filiale du groupe Schneider.

Solidement équipé des multiples qualités familiales et d'une « vraie » formation de vente terrain - de la vente d'aspirateurs en porte à porte à la vente en rayon chez Décathlon - Nicolas Cuynat se lance comme alternant dans une société d'intérim dont il prend rapidement la responsabilité d'une des agences. Après un séjour réglementaire sous les drapeaux, il poursuit sa trajectoire chez Randstad. « Une boîte formidable » où il finit sa formation dans l'intérim qui devient une passion. « On donne du travail aux gens et on leur fournit l'accompagnement en aval que Pôle Emploi ne peut pas forcément assurer. Et avec notre approche conseil, notre relation avec les entreprises dans la gestion d'un « produit » plutôt atypique est sans fin en matière de services RH. C'est pour ces raisons que notre métier est passionnant ». Un homme aux valeurs fortes qui expliquent certainement son engagement en tant que président du FCG club de rugby de Grenoble depuis 2019.

Il crée le groupe Mare Nostrum en 2004 pour rassembler les sociétés Trident travail temporaire et Neptune RH. Son nom est un clin d'œil inspiré de la carte qui illustre tous les albums d'Astérix et Obélix. Le groupe est coté sur Euronext Growth depuis 2019.

Mare Nostrum a réalisé un chiffre d'affaires de 155 millions en 2021 avec 420 permanents et 3 000 équivalents temps plein en comprenant les intérimaires. Le groupe spécialisé dans le gros œuvre et les travaux publics développe ses activités en France, au Portugal, en Espagne, en Roumanie, en Pologne et en Suisse, autour de 5 pôles : travail temporaire, cabinet de recrutement, centre de formation CFA et autres formations courtes, portage salarial, et gestion externalisée des contrats courts.





1) Pourquoi être devenu entrepreneur?

Je pense que j'ai toujours eu cette fibre. Jeune vendeur d'objets publicitaires je suis à deux doigts de monter une affaire dans ce secteur avec quelques copains. Lors de ma première expérience en alternance dans l'intérim je suis déjà patron de mon business.

Chez Randstad à l'époque nous sommes des pionniers, nous créons des groupes métiers, de nouvelles divisions. En 3 ans je suis à la tête d'un pôle BTP Grands Travaux avec une quinzaine de permanents sur plusieurs régions.

Ce sont les batailles de pouvoir au sein du groupe et surtout les barrières à lever pour libérer mes initiatives entrepreneuriales qui m'amènent à sauter le pas. C'est aussi l'opportunité d'embarquer à mes côtés mon concurrent direct chez Adecco, Thierry de Vignemont, sur mon nouveau projet qui précipite ma décision.

Un projet très clair dans ma tête, murement réfléchi, déjà écrit.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Pas chez nous. Notre modèle repose sur un collectif d'entrepreneurs associés que nous fédérons autour d'un projet commun. Notre groupe ressemble d'ailleurs plus à une constellation de PME très agiles avec à leur tête des entrepreneurs.

Il est vrai qu'au sein du groupe mon rôle est particulier car je suis celui qui a pris l'initiative de cette construction. Et à ce titre je dois être un peu fou ou inconscient. J'ai cette capacité à franchir les montagnes russes de notre métier, à digérer rapidement les évènements. Canaliser, partager, c'est un rôle naturel que j'ai toujours aimé assurer.

En même temps je crois que nous avons tous une fibre d'entrepreneur en nous. C'est cette corde que je cherche chez les gens dont je m'entoure. L'état d'esprit entrepreneurial de certains de mes collaborateurs m'a régulièrement bluffé.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur?

Dans le contexte actuel un peu particulier, créer de la valeur c'est déjà faire du résultat. Tout ce qui vient autour : donner du sens au travail, avoir une raison d'être... est nécessaire mais il faut pouvoir s'en donner les moyens. La première des nécessités pour une entreprise c'est d'être autosuffisante, en capacité d'investir et de financer ses ressources.

C'est ce qui nous permet ensuite de nous poser les bonnes questions. Quelle est notre raison d'être, pourquoi on se lève le matin, où on va, donner du sens à ce que l'on fait et faire en sorte que tout le monde le comprenne.

C'est ce qui nous permet aussi de créer de la valeur au-delà du simple résultat financier, comme produire des formations qualifiantes, entretenir l'emploi et les compétences sur nos secteurs.





- 4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?
- a/ Ne pas revenir en arrière sur les dernières très bonnes mesures prises sur la réforme de la formation et l'accompagnement à l'apprentissage. Évitons de détruire quelque chose qui marche. On est arrivé à réembarquer des centaines de milliers de gens sur l'apprentissage. L'apprentissage qui a fait la force de l'Allemagne, l'apprentissage qui réduit l'écart entre le système éducatif et les besoins réels des entreprises. Il ne faut surtout pas reculer.
- **b/ Baisser le coût du travail.** On a près de 800 000 seniors au chômage aujourd'hui. Mettre en place des allégements substantiels de charges permettrait de rendre leur emploi plus attractif pour les entreprises qui trouveraient là une solution à la pénurie actuelle de compétences et à la baisse de productivité. Accessoirement cela permettrait de baisser le coût d'indemnisation du chômage des seniors.
- c/ Baisser la fiscalité des entreprises. Remplacer la taxe professionnelle par la CVAE est un abus. Il faut mettre les charges au bon endroit. Lier la fiscalité au profit, d'accord. Mais la C3S et la CVAE sont des impôts payables avant même de générer le moindre profit. C'est aberrant.





Décembre 2022

POURQUOI « LA DÉCADE »?

«La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser »!

«La Décade», publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

